

---

**Deepak Chopra**President and Chief Executive Officer  
Canada Post CorporationPrésident-directeur général  
Société canadienne des postes

Le 17 février 2014

MADAME GAYLE BOSSENBERRY  
1RE VICE-PRÉSIDENTE NATIONALE  
SYNDICAT DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES DES POSTES  
377 RUE BANK  
OTTAWA ON K2P 1Y3

Madame,

Nous vous remercions de votre récente lettre concernant les services bancaires et Postes Canada. Au cours des dernières années, Postes Canada a examiné les services bancaires afin de déterminer s'ils avaient le potentiel de générer suffisamment de revenus pour assurer notre viabilité future. Cependant, nous avons conclu que le fait d'étendre notre offre au-delà des services financiers que nous offrons déjà (cartes de crédit prépayées et virements de fonds) ne serait pas une bonne solution pour nous. Nous saluons la passion avec laquelle vous souhaitez aider Postes Canada à retrouver le chemin de la viabilité, mais il serait trop simpliste de supposer que nos problèmes structurels peuvent être réglés en ouvrant une banque.

Nous avons décidé qu'il est plus judicieux d'associer la stratégie de croissance de Postes Canada à notre compétence de base en tant qu'entreprise de services de transport et de logistique, et de prendre appui sur notre leadership à titre d'entreprise de confiance dans le marché de la livraison. Nous ne croyons pas qu'il serait prudent de réorienter nos priorités et de consacrer de précieuses ressources à créer de toutes pièces une nouvelle entreprise et, qui plus est, dans un secteur hautement concurrentiel et saturé dans lequel nous n'avons pour ainsi dire aucune expérience. Ce ne serait pas une recette gagnante.

Il est vrai que les administrations postales d'autres pays industrialisés ont fondé des entreprises prospères de services financiers. Le succès de ces banques postales est l'une des raisons pour lesquelles nous avons examiné soigneusement cette option. Cependant, nous avons constaté que les conditions qui sous-tendent leur rentabilité ne sont pas présentes au Canada. Permettez-nous d'exposer en détail les raisons pour lesquelles nous croyons qu'un service bancaire postal ne serait pas un bon choix pour Postes Canada.

Contrairement à d'autres administrations postales, Postes Canada n'a pas de capacité institutionnelle dans le secteur bancaire dont elle s'est retirée en 1968. Par contraste, la société suisse PostFinance est un joueur important du secteur bancaire de la Suisse depuis plus d'un siècle. L'histoire du service bancaire postal du Royaume-Uni remonte au XIX<sup>e</sup> siècle. Ces banques postales développent leurs compétences, leurs effectifs et leur infrastructure à cet égard depuis des décennies. Leur crédibilité à titre de fournisseurs expérimentés de services financiers est bien établie et leurs clients leur font confiance. Si la KiwiBank de Nouvelle-Zélande est applaudie pour avoir pénétré plus récemment et avec succès le marché bancaire postal, il faut rappeler que ce pays était jusqu'alors dominé par des banques étrangères; les consommateurs souhaitaient vivement accueillir une banque intérieure nationale, et le service postal pouvait répondre à ce besoin.

.../2



Au Canada, le secteur financier est dominé par un ensemble de banques nationales fortes et bien présentes depuis longtemps dans les collectivités à l'échelle du pays. Ces banques ont une main-d'œuvre hautement qualifiée et des clients satisfaits qui ont confiance en leur capacité de répondre à leurs besoins pour des services financiers complexes. Bien que Postes Canada soit reconnue comme entreprise de confiance dans le secteur de la livraison, nous ne pouvons pas faire le pari que cette confiance serait suffisante pour inciter d'emblée un assez grand nombre de Canadiens à modifier en notre faveur leurs choix en matière de services bancaires.

Il n'existe pas non plus au Canada une très forte demande pour une solution plus sécuritaire que nos banques actuelles. Le Canada est reconnu pour avoir l'un des systèmes bancaires les plus sûrs au monde. Les règlements rigoureux en vigueur ici ont protégé nos banques de la crise financière de 2008 qui a paralysé certaines banques dans d'autres pays. Si des banques postales comme celles de la France et de l'Italie, par exemple, ont pu attirer des clients recherchant une plus grande stabilité, Postes Canada n'est pas en mesure de fournir ce genre d'incitatif.

L'un des arguments souvent évoqués en faveur de la création d'une banque postale est le fait que Postes Canada pourrait profiter de son réseau de bureaux de poste dans les régions rurales afin d'offrir des services financiers aux clients de ces régions moins bien desservies en matière de services bancaires. Mais l'objectif, si nous devons élargir nos activités dans le secteur bancaire, serait de générer des revenus afin de stabiliser Postes Canada pour l'avenir. Quels niveaux de revenus peut-on s'attendre à générer dans les bureaux de poste peu achalandés des régions rurales? Les autres pays qui ont connu du succès dans le secteur bancaire postal bénéficient d'une forte densité de population.

Notre réseau urbain de vente au détail n'est pas mieux placé pour justifier un système de banque postale. Le nombre de succursales bancaires ayant pignon sur rue au Canada a diminué considérablement au cours des 20 dernières années; les Canadiens sont parmi les premiers au monde à adopter massivement les services bancaires en ligne.

Pour établir avec succès une banque moderne et stable à long terme, Postes Canada aurait à investir considérablement dans la création de ses propres stratégies de services bancaires en ligne, mobiles et par téléphone, sans compter la mise en place d'une forte structure du capital. À cela s'ajouteraient les investissements massifs nécessaires pour former le personnel des bureaux de poste et des centres d'appels et pour recruter les experts requis pour gérer ce nouveau secteur d'activité pointu. Il nous faudrait consacrer d'immenses ressources à la création de toutes pièces d'une infrastructure de services financiers, et nous aurions ensuite à gérer efficacement cette infrastructure selon les contraintes imposées par nos conventions collectives et durant tout conflit de travail éventuel.

Postes Canada doit indéniablement se transformer de toute urgence pour assurer sa viabilité financière. Nous ne pouvons pas nous permettre de faire des investissements majeurs dans un service bancaire postal alors qu'il est douteux qu'un tel service puisse générer suffisamment de revenus. Ce serait exposer l'entreprise à des risques incroyables alors même que nous affirmons que les contribuables canadiens n'auront pas à assumer le fardeau de nos problèmes financiers. Nous croyons qu'il serait irresponsable envers l'entreprise, ses employés et tous les Canadiens de chercher à créer une banque postale.

Nous devons nécessairement concentrer nos ressources sur la croissance et la modernisation de nos activités de base, dans des secteurs où nous constatons déjà des avancées, tels que les colis et le publipostage. Les Canadiens achètent de plus en plus d'articles en ligne et auront besoin de solutions de livraison abordables dans les collectivités d'un bout à l'autre du pays. Le publipostage a un bel avenir, même dans l'ère numérique, puisque les entreprises cherchent à mettre leurs messages directement entre les mains des Canadiens occupés qu'ils cherchent à joindre. Voilà ce que Postes Canada sait faire. Nous sommes convaincus que c'est là que nous devons investir nos ressources afin d'assurer notre avenir.

Veuillez agréer, Madame, l'expression de mes sentiments les meilleurs.



Deepak Chopra

c.c. L'honorable Lisa Raitt, c.p., députée  
c.c. L'honorable Denis Lebel, c.p., député  
c.c. Madame Olivia Chow, députée  
c.c. Monsieur David McGuinty, député  
c.c. Monsieur André Bellavance, député  
c.c. Madame Elizabeth May, députée